

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0485 du 23 au 29 Déc 2024

Magazine

BÉNIN

CAP VERS UN AVENIR RAYONNANT

PATRICE TALON

Sommaire

HEBDO N°0485 du 23 au 29 Déc 2024

BÉNIN

CAP VERS UN AVENIR RAYONNANT

Le Président Patrice Talon s'adresse à la nation pour dresser le bilan des réalisations et tracer les perspectives d'un Bénin en pleine métamorphose.

DES AVANCÉES SOCIALES MAJEURES

Focus sur les progrès en protection sociale et l'autonomisation des citoyens béninois.

HOMMAGE AUX ENFANTS DES HÉROS

Retour sur la célébration émouvante de la journée de l'enfant béninois, avec un hommage aux orphelins des forces de défense tombées en mission.

L'Afrique et ses figures marquantes

ADEBAYO OGUNLESI : ENTREPRENEUR ET VISIONNAIRE

Découvrez l'histoire fascinante de cet homme qui possède des aéroports et inspire le continent.

Focus politique et coopération internationale

TCHAD : MARÉCHAL MAHAMAT IDRIS DÉBY

Une ascension au sommet.

BURKINA FASO

AMNISTIE POUR LES PUTSCHISTES

Analyse des répercussions.

GHANA : VERS UN NOUVEAU CHAPITRE POLITIQUE

COOPÉRATION

ALLIANCE ENTRE TSHISEKEDI ET NDAYISHIMIYE

Innovation au service de l'Afrique

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU BÉNIN

Un potentiel immense pour accélérer le développement du pays.



BÉNIN



AFRIQUE



I N T E R



AFRIQUE



AFRIQUE

CONCERTATION POUR LE FINANCEMENT AGRICOLE

Les 19 et 20 décembre 2024, Bohicon a accueilli un atelier de concertation organisé par le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec ses partenaires clés : ATDA, DDAEP, CNAB, PNOPPA et PASCIB. Cette rencontre visait à résoudre les défis liés au financement agricole et à renforcer la collaboration entre les différents acteurs du secteur.

Sous le thème de la synergie, l'atelier a permis d'évaluer les résultats des partenariats existants et de proposer des solutions pour les optimiser. Lors de l'ouverture, le Directeur Général du FNDA, Nicolas AHOUIS-

SOUSSI, a exprimé sa satisfaction et affirmé l'engagement de l'institution à soutenir tous les producteurs, y compris les plus modestes.

Le président de la Chambre Nationale de l'Agriculture du Bénin (CNAB), Imali DJETTA DJOIRI, a, quant à lui, rappelé les attentes des producteurs agricoles, appelant à des avancées concrètes pour une meilleure accessibilité des financements.

L'atelier a également été marqué par la présentation du mécanisme amélioré du FNDA et des résultats obtenus. Ces travaux ont été suivis de débats interactifs et de discussions en groupe pour identifier

et lever les obstacles qui freinent l'efficacité des collaborations.

Représentant le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), Sylvie H. KOUBE BOKO a encouragé les participants à proposer des solutions durables. Elle a exprimé son espoir que les conclusions de cet atelier se traduisent en impacts significatifs sur le financement agricole, clé du développement rural au Bénin.

Cet atelier témoigne une fois de plus de la détermination des acteurs du secteur à œuvrer ensemble pour transformer durablement l'agriculture béninoise.





L'HOMME QUI POSSÈDE DES AÉROPORTS ET INSPIRE L'AFRIQUE

Adebayo Ogunlesi est un banquier d'investissement, avocat et entrepreneur nigérian né le 20 décembre 1953 dans l'État d'Ogun, au Nigeria. Fondateur et président de Global Infrastructure Partners (GIP), il est aujourd'hui l'une des figures les

plus influentes dans le monde des infrastructures.

Visionnaire et stratège, Ogunlesi s'est taillé une place unique dans un domaine où peu d'Africains sont représentés : la propriété et la gestion d'aéroports

internationaux.

Adebayo Ogunlesi est issu d'une famille profondément enracinée dans la quête du savoir. Son père, le professeur Theophilus Ogunlesi, est reconnu comme le premier professeur de médecine formé au Nigeria. Cet environne-

ment familial a forgé chez Adebayo une passion pour l'excellence académique et un sens aigu de la discipline. Dès son jeune âge, il s'est distingué par son intelligence et son ambition. Il a étudié dans des écoles prestigieuses du Nigeria avant de poursuivre ses études supérieures à l'étranger.

À l'Université d'Oxford, il obtient une licence en philosophie, politique et économie (PPE). Cette formation multidisciplinaire lui a donné les bases pour naviguer avec succès entre le droit, la finance et les affaires. Il complète ensuite un double diplôme à l'Université Harvard : un Juris Doctor (JD) à la Harvard Law School et un Master of Business Administration (MBA) à la Harvard Business School.

Après ses études, Ogunlesi entame sa carrière comme avocat au sein du cabinet Cravath, Swaine & Moore à New York. Très rapidement, son talent est remarqué, et il est recruté par Credit Suisse. Au sein de cette grande banque d'investissement, il gravit les échelons pour devenir vice-président exécutif et directeur mondial des investissements bancaires. Dans ce rôle, il conseille certaines des

plus grandes entreprises du monde sur des transactions complexes et stratégiques.

En 2006, fort de son expérience et d'une vision claire, Ogunlesi décide de franchir une étape décisive en fondant Global Infrastructure Partners (GIP). Cette société de gestion d'actifs spécialisée dans les infrastructures est basée sur une idée simple mais puissante : investir dans des infrastructures essentielles, comme les aéroports, les ports, les chemins de fer et les énergies renouvelables, qui génèrent des revenus stables et constants sur le long terme.

Sous la direction d'Ogunlesi, GIP devient un acteur majeur dans le secteur, gérant aujourd'hui des actifs de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Ce succès est attribuable à sa capacité unique à repérer les opportunités, à négocier avec des parties prenantes complexes et à transformer des actifs sous-performants en modèles de rentabilité.

L'une des acquisitions les plus emblématiques d'Ogunlesi est celle de l'aéroport London Gatwick, le deuxième plus grand aéroport du Royaume-Uni après

Heathrow. En 2009, alors que Gatwick rencontrait des difficultés financières et opérationnelles, GIP l'acquiert pour environ 1,5 milliard de livres sterling. Sous la gestion de GIP, Gatwick connaît une transformation spectaculaire, améliorant son infrastructure, augmentant sa capacité et redéfinissant l'expérience passager. Mais Gatwick n'est pas le seul aéroport dans le portefeuille de GIP.

La société possède également des parts dans d'autres aéroports majeurs, notamment Edinburgh Airport (Écosse), London City Airport (Royaume-Uni) et l'Aéroport de Brisbane (Australie). Ces acquisitions ont fait de GIP un acteur incontournable dans le secteur aéroportuaire mondial. Sous la direction d'Ogunlesi, ces aéroports ne sont pas seulement des centres de transit, mais des moteurs économiques pour leurs régions respectives.

Adebayo Ogunlesi n'est pas seulement un homme d'affaires prospère. Il est aussi un leader visionnaire qui inspire des millions de personnes, en particulier en Afrique. Son parcours montre que les Africains peuvent rivaliser au plus haut niveau dans des



L'HOMME QUI POSSÈDE DES AÉROPORTS ET INSPIRE L'AFRIQUE

domaines complexes et globalisés. Il démontre également que la réussite ne se limite pas à une carrière individuelle, mais qu'elle peut avoir un impact sociétal plus large. Pour la diaspora africaine, Ogunlesi représente un modèle de ce qu'il est possible d'accomplir avec une éducation solide, une

vision stratégique et une éthique de travail inébranlable. Il incarne également l'idée que les Africains peuvent jouer un rôle clé dans des secteurs mondiaux dominés par des acteurs occidentaux.

Son succès est une leçon sur l'importance

de penser globalement tout en restant connecté à ses racines. Bien qu'il opère à un niveau international, Ogunlesi reste profondément attaché à l'Afrique et aux efforts pour soutenir son développement.

Bien qu'il soit connu pour sa discrétion, Ade-

bayo Ogunlesi s'implique dans diverses initiatives philanthropiques. Il soutient l'éducation, la santé et le développement des infrastructures en Afrique. Son engagement envers l'excellence et l'amélioration des conditions de vie témoigne de sa volonté de redonner à la société.

Le parcours d'Ogunlesi offre plusieurs leçons pour les Africains : l'éducation est un levier puissant. Grâce à une éducation solide, Ogunlesi a acquis les outils nécessaires pour exceller dans des environ-

nements compétitifs. L'audace paie, comme le montre la création de GIP, un exemple de prise de risque calculée, montrant que l'innovation et l'entrepreneuriat peuvent ouvrir de nouvelles voies.

La résilience est essentielle : en tant qu'Africain opérant dans des sphères dominées par des institutions occidentales, Ogunlesi a dû surmonter de nombreux obstacles. Le leadership n'a pas de frontières : Ogunlesi démontre qu'un Africain peut non seulement s'intégrer dans un secteur global,

mais aussi le dominer.

Adebayo Ogunlesi continue de diriger GIP avec succès, tout en inspirant des générations de leaders émergents. Son impact va bien au-delà des affaires : il redéfinit ce que signifie être un Africain sur la scène mondiale.

Par son exemple, il incite les jeunes Africains à penser en grand, à viser l'excellence et à croire en leur capacité à transformer leurs rêves en réalité.





BÉNIN

AFRIQUE

CAP VERS UN AVENIR RAYONNANT



CAP VERS UN AVENIR RAYONNANT

Le 21 décembre 2024, le Président de la République du Bénin, Patrice Talon, s'est adressé aux députés de l'Assemblée nationale pour partager un état des lieux de la nation. Avec un ton empreint d'assurance, il a peint le portrait d'un pays en pleine transformation, malgré un contexte mondial marqué par l'incertitude et des défis internes persistants.

D'entrée, le Président Talon a reconnu les progrès remarquables accomplis par le Bénin dans de nombreux secteurs stratégiques. Alors que des foyers de tension et des crises économiques sévissent ailleurs dans le monde, il a souligné que le pays continue de progresser sur le chemin du développement et de l'unité. Les succès, bien que parfois invisibles au quotidien, sont selon lui indéniables et témoignent de la solidité des réformes engagées depuis son arrivée au pouvoir en 2016.

Cependant, Patrice Talon n'a pas ignoré les

obstacles qui persistent, notamment la menace terroriste sur la frontière nord du pays. Bien que les forces de défense béninoises aient réussi à contenir et repousser les incursions ennemies, le Président a insisté sur les investissements en cours, promettant des résultats plus tangibles dans un avenir proche. Ce message reflète la détermination à garantir la sécurité des populations face à des groupes terroristes opérant depuis des territoires voisins.

La question du pouvoir d'achat a également occupé une place centrale dans son discours. Conscient des frustrations liées à la cherté de la vie, le chef de l'État a encouragé les Béninois à voir ces défis comme des étapes sur le chemin d'un avenir meilleur. Les efforts collectifs, a-t-il souligné, permettront de bâtir un pays où chaque citoyen pourra s'épanouir selon ses mérites et ses contributions.

Dans ce cadre, Talon a détaillé plusieurs avancées concrètes. Sur le plan de l'accès à l'eau

potable, il a affirmé que le taux de couverture est passé de 42 % en 2016 à 80 % en 2024, malgré des retards liés à des conditions géologiques difficiles. L'électricité connaît une dynamique similaire, avec une explosion des branchements domestiques et industriels dépassant les prévisions initiales. En dépit de ces défis, le Président s'est engagé à atteindre une stabilité énergétique d'ici deux ans.

Les infrastructures, un pilier clé du développement, figurent également parmi les réalisations phares. Le pays s'enorgueillit de nouveaux marchés modernes, d'institutions administratives repensées, et d'hôpitaux de pointe tels que le Centre Hospitalier International d'Abomey-Calavi. Le secteur productif ne cesse, lui aussi, de croître, porté par une industrialisation rapide et une mécanisation agricole surpassant toutes les attentes.

L'éducation et la formation professionnelle sont également au cœur des

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

CAP VERS UN AVENIR RAYONNANT

priorités gouvernementales. Patrice Talon a annoncé la mise en œuvre prochaine de lycées techniques et d'écoles de métiers dans des secteurs stratégiques tels que le numérique, l'énergie et l'artisanat. Ces infrastructures, soutenues par des investissements massifs, visent à aligner les compétences des jeunes sur les besoins du marché. Par ailleurs, l'enseignement scientifique bénéficiera d'une refonte ambitieuse, avec l'ouverture programmée de lycées et d'écoles normales supérieures de référence internationale.

Sur le plan social, des initiatives telles que le programme de supplémentation nutritionnelle pour les 1 000 premiers jours de vie viennent renforcer les bases du développement humain. Ce projet novateur, qui cible les femmes enceintes et les jeunes enfants, vise à lutter contre les carences nutritionnelles et leurs impacts à long terme sur le potentiel cognitif.

Le Président n'a pas

manqué de rappeler les efforts en matière de gouvernance et de transparence. Le Bénin se distingue désormais comme le deuxième pays le plus transparent budgétairement en Afrique et le premier dans l'espace francophone. Ces avancées se traduisent également par une notation financière améliorée, faisant du pays l'une des meilleures signatures en Afrique subsaharienne. En parallèle, le rayonnement culturel et touristique du Bénin connaît un essor impressionnant. Classé parmi les 25 destinations touristiques les plus prisées pour 2025, le pays capitalise sur son patrimoine riche et ses infrastructures modernes pour attirer des visiteurs du monde entier. Cet effort est soutenu par un réseau routier de qualité, qui place désormais le Bénin parmi les cinq premiers pays africains dans ce domaine.

Ce tableau optimiste ne saurait occulter les défis qui restent à relever. Patrice Talon a insisté sur la nécessité de maintenir le cap des réformes et de

viser toujours plus haut. La lutte contre les inégalités, la modernisation de l'administration publique et l'amélioration du système judiciaire font partie des chantiers encore en cours.

Le Président a conclu son discours avec un appel à l'unité et à la persévérance. Pour lui, le Bénin est sur une trajectoire irréversible de développement, portée par la volonté collective de ses citoyens. **«Finie l'usurpation du pouvoir par des vendeurs d'illusions,»** a-t-il affirmé, marquant son refus de tout compromis politique susceptible de freiner cette dynamique.

Ce discours, empreint de fierté et de réalisme, reflète l'ambition du Bénin de devenir un modèle de développement en Afrique. Avec des réformes profondes et des investissements stratégiques, le pays semble résolument engagé sur la voie d'un avenir radieux.

Wilfrid K./La rédaction



MAHAMAT IDRIS DÉBY MARÉCHAL

Le président Mahamat Idriss Déby a officiellement été élevé au rang de maréchal du Tchad lors d'une cérémonie solennelle organisée ce samedi 21 décembre 2024 dans la cour du palais présidentiel à N'Djamena. À seule-

ment 40 ans, il devient le deuxième maréchal de l'histoire du pays, succédant à son défunt père, Idriss Déby Itno, dans cette prestigieuse distinction. Cette décision marque l'un des derniers actes du Conseil National de Transition (CNT) avant

la fin officielle de la transition prévue avec les élections législatives du 29 décembre.

Dans un décor solennel et hautement symbolique, Mahamat Idriss Déby, vêtu d'un uniforme bleu orné de dorures, portant une

écharpe aux couleurs nationales, a pris place sur un fauteuil rouge installé au bout d'un tapis rouge, face à l'assemblée composée des membres du CNT, de ministres, de diplomates et d'anciens chefs d'État. Parmi les personnalités présentes, on remarquait l'ancien président Goukouni Wedeye, le président du Conseil constitutionnel Jean-Bernard Padaré, ainsi que Haroun Kabadi, président du CNT.

C'est Haroun Kabadi qui a officiellement proclamé l'élévation du chef de l'État tchadien à la dignité de maréchal, soulignant l'importance historique de cette cérémonie. « Mahamat Idriss Déby Itno symbolise le Tchad en marche vers son avenir. Nous en sommes tous fiers. Nous en sommes tous reconnaissants, car il force notre estime », a-t-il déclaré dans un discours empreint de respect et d'admiration.

Le jeune président, qui avait accédé au pouvoir en avril 2021 après la mort de son père, a pris la parole à son tour pour exprimer sa gratitude et exposer sa vision pour l'avenir du pays. Il a rappelé l'importance de son élévation, non pas comme un simple honneur, mais comme un

encouragement à poursuivre ses efforts pour construire un Tchad plus prospère et plus stable. « Je demeure convaincu que cette élévation, loin d'être un simple symbole, apparaît comme un réel motif d'encouragement à poursuivre mon combat pour un Tchad débarrassé des tares qui freinent son progrès et développement », a-t-il déclaré devant l'assemblée attentive.

Cette distinction intervient dans un contexte particulier pour le Tchad, où la transition politique amorcée depuis trois ans touche à sa fin. Le sacre de Mahamat Idriss Déby au rang de maréchal suscite de multiples réactions, à la fois au sein du pays et à l'international. Si certains y voient une reconnaissance méritée de son leadership, d'autres s'interrogent sur la portée symbolique et politique de cette élévation, notamment à quelques jours des élections législatives cruciales.

La cérémonie s'est conclue par l'interprétation de l'hymne national tchadien, suivi des félicitations des différents dignitaires présents. Les ministres, les membres du CNT, ainsi que des diplomates étrangers se sont succédé pour saluer celui qui, désormais, incarne à la fois

la continuité de l'héritage familial et l'espoir d'un Tchad renouvelé.

En prenant le titre de maréchal, Mahamat Idriss Déby renforce sa position au sommet de l'État et inscrit son nom dans l'histoire du Tchad. Cette reconnaissance, au-delà du protocole, apparaît comme une étape symbolique dans son parcours politique. Cependant, des défis majeurs restent à relever pour le président tchadien, notamment en matière de sécurité, de gouvernance et de développement. À l'approche des élections législatives, le regard des Tchadiens est tourné vers l'avenir, dans l'espoir que ce titre prestigieux se traduise par des avancées concrètes pour le pays.

Le deuxième maréchal du Tchad entre ainsi dans l'histoire nationale, portant sur ses épaules les attentes de tout un peuple. La transition touche à sa fin, mais pour Mahamat Idriss Déby, le véritable défi commence : celui de bâtir un Tchad uni, stable et prospère, à la hauteur des espoirs placés en lui.

La rédaction





Le Burkina Faso vient de franchir une étape significative en adoptant une loi d'amnistie pour les personnes condamnées dans le cadre du coup d'État manqué de 2015. Ce projet, initié par le gouvernement, suscite de vives réactions à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le ministre de la Justice a souligné que les bénéficiaires devront répondre à des critères précis, notamment reconnaître leurs torts, adopter une

conduite exemplaire et s'engager activement dans la lutte contre le terrorisme, un enjeu crucial pour le pays.

Ce coup d'État manqué, survenu en septembre 2015, avait été orchestré par des éléments de l'ex-régiment de sécurité présidentielle (RSP), un corps d'élite fidèle à l'ancien président Blaise Compaoré. Leur objectif était de mettre un terme à la transition démocratique engagée après la chute du régime de

Compaoré en 2014. Cependant, une mobilisation populaire et une opposition déterminée au sein de l'armée avaient conduit à l'échec de cette tentative de prise de pouvoir. À l'issue des procès qui s'en sont suivis, plusieurs officiers, dont les généraux Gilbert Diendéré et Djibril Basso-lé, avaient été condamnés à de lourdes peines de prison pour leur rôle dans cet événement.

Selon le ministre de la Justice, les noms des per-

sonnes concernées par l'amnistie seront publiés dans un décret à venir. Parmi les conditions à remplir figure l'obligation pour les bénéficiaires de manifester leur volonté de participer à la reconquête des territoires occupés par les groupes armés terroristes. Ce point a été particulièrement mis en avant par le gouvernement pour justifier cette mesure controversée, présentée comme une stratégie visant à mobiliser toutes les ressources humaines

AMNISTIE POUR LES PUTSCHISTES

disponibles pour faire face à la crise sécuritaire qui fragilise le pays.

Toutefois, cette initiative soulève des interrogations. Pour certains observateurs, cette amnistie pourrait être perçue comme une remise en cause des acquis de l'insurrection populaire de 2014, laquelle avait marqué la fin de 27 années de règne de Blaise Compaoré. Le ministre de la Justice a tenu à rassurer l'opinion publique, affirmant que cette décision n'altère en rien les principes fondamentaux de cette période charnière de l'histoire du Burkina Faso.

Malgré ces assurances, les critiques ne manquent pas. Des juristes et des défenseurs des droits des victimes du coup d'État dénoncent ce qu'ils considèrent comme une tentative de réhabilitation des putschistes. Un avocat des victimes a exprimé son incompréhension face à cette mesure, estimant qu'elle ne répond pas aux attentes de justice des familles affectées par ces événements. Selon lui, cette loi revient à « blanchir » les auteurs du coup d'État, en leur offrant non seulement une réhabilitation sociale, mais aussi une forme de dédommagement implicite.

Par ailleurs, le calendrier de cette décision interroge. Un premier procès concernant les événements de 2015 avait eu lieu en septembre 2019, mais les jugements en appel se font toujours attendre. Pour le gouvernement, l'amnistie pourrait être un moyen de contourner la lenteur du système judiciaire et de clore un chapitre douloureux de l'histoire nationale. Cependant, certains y voient une volonté de privilégier des intérêts politiques au détriment des principes de justice et de responsabilité.

L'un des points les plus débattus reste l'engagement des bénéficiaires dans la lutte contre le terrorisme. Depuis plusieurs années, le Burkina Faso fait face à une insécurité grandissante, marquée par des attaques répétées de groupes armés dans diverses régions du pays. Dans ce contexte, l'amnistie pourrait permettre de renforcer les effectifs militaires en intégrant des officiers expérimentés. Mais cette perspective divise : pour certains, il est risqué de confier des responsabilités militaires à des individus ayant tenté de renverser l'ordre constitutionnel.

L'initiative du gouvernement burkinabé reflète

néanmoins une volonté de pragmatisme face à une situation complexe. À quelques mois des élections prévues en 2025, cette loi d'amnistie pourrait être perçue comme un acte politique visant à rassembler les forces vives du pays pour surmonter les défis actuels. Mais elle reste un sujet sensible, qui ravive les blessures du passé et suscite des débats passionnés sur la manière de concilier justice, réconciliation et sécurité.

En définitive, l'adoption de cette loi d'amnistie marque un tournant dans la gestion des conséquences du coup d'État manqué de 2015. Elle met en lumière les tensions entre la nécessité de garantir la justice pour les victimes et celle de répondre aux urgences sécuritaires du pays. Alors que le décret d'application est attendu, le Burkina Faso reste partagé entre espoirs de réconciliation et craintes de compromissions. Le défi pour le gouvernement sera de convaincre la population du bien-fondé de cette décision et de garantir que cet acte contribue véritablement à la stabilisation du pays, sans pour autant sacrifier les principes démocratiques durement acquis. ■



John Dramani Mahama, récemment élu président du Ghana, a déjà commencé à marquer son mandat par des déclarations fortes et une vision claire pour l'avenir du pays. Dans un discours passionné, Mahama a lancé un avertissement sévère à ceux qui pourraient entraver le progrès du Ghana. «Restez loin de moi et de mon gouvernement si vous vous opposez au travail et au progrès,» a-t-

il déclaré, soulignant son engagement envers une gouvernance efficace et une croissance nationale.

Mahama, connu pour sa détermination et son approche pragmatique, semble prêt à mettre en œuvre des réformes qui, selon lui, sont cruciales pour le développement du pays. Son appel à une coopération collective et à une solidarité nationale résonne fortement, particulièrement dans un contexte où

le Ghana aspire à renforcer sa position en tant que modèle de démocratie et de stabilité en Afrique de l'Ouest. Sa mise en garde est claire : il n'y a pas de place pour les dissensions qui pourraient freiner la marche en avant du pays.

Le nouveau président a également mis l'accent sur l'importance de l'unité et de la collaboration entre toutes les factions politiques et les citoyens. Selon Mahama, le succès du

UN NOUVEAU CHAPITRE POLITIQUE

Ghana repose sur la capacité de tous à travailler ensemble vers des objectifs communs. Cette approche inclusive vise à réduire les tensions politiques et à encourager une culture de dialogue et de coopération.

En outre, Mahama a dévoilé plusieurs initiatives destinées à stimuler l'économie ghanéenne. Parmi celles-ci, on trouve des investissements accrus dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Il a souligné que ces secteurs sont essentiels pour améliorer la qualité de vie des Ghanéens et pour créer un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Le président a également mentionné des plans pour attirer davantage d'investissements étrangers, en mettant en avant les opportunités économiques que le Ghana peut offrir.

Mahama est conscient des défis auxquels son gouvernement sera confronté. La corruption, les inégalités et les difficultés économiques sont autant de problèmes qui nécessitent des solutions urgentes et durables. Pour y répondre, le président a promis de renforcer les institutions démocratiques du pays et de mettre en œuvre des politiques transparentes et responsables. Il a également

affirmé son engagement à lutter contre la corruption à tous les niveaux de l'administration publique.

Un autre aspect central de la vision de Mahama pour le Ghana est la jeunesse. Conscient que les jeunes représentent une force motrice pour le développement futur du pays, il a insisté sur la nécessité de leur offrir des opportunités d'éducation et d'emploi. Selon lui, investir dans la jeunesse est non seulement une priorité mais aussi une obligation pour assurer un avenir prospère au Ghana. Mahama prévoit de lancer des programmes de formation professionnelle et d'encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes, afin de les préparer à jouer un rôle actif dans l'économie nationale.

Sur le plan international, Mahama souhaite renforcer les relations diplomatiques du Ghana et jouer un rôle plus actif sur la scène mondiale. Il a exprimé son intention de forger des partenariats stratégiques avec d'autres pays et organisations internationales pour promouvoir le commerce, la sécurité et le développement durable. Sa politique étrangère vise à positionner le Ghana comme un acteur clé en Afrique et à contribuer à la résolution des pro-

blèmes globaux tels que le changement climatique et les conflits régionaux.

Le mandat de John Dramani Mahama s'annonce comme une période de transformation pour le Ghana. Son leadership déterminé et sa vision ambitieuse pour le pays laissent présager des changements significatifs. Les Ghanéens attendent avec impatience de voir comment ces promesses seront tenues et quel impact elles auront sur leur vie quotidienne. Mahama a clairement indiqué qu'il ne tolérerait aucune obstruction à son programme de réforme, ce qui suggère une approche rigoureuse et sans compromis.

Le nouveau président du Ghana, John Dramani Mahama, a envoyé un message clair et puissant à ses concitoyens et à la communauté internationale. Son engagement à travailler pour le progrès du Ghana et à surmonter les obstacles qui se dressent sur son chemin reflète une détermination à améliorer le pays. Si Mahama parvient à réaliser ses ambitions, le Ghana pourrait bien entrer dans une nouvelle ère de prospérité et de développement durable.

La rédaction ■

DES AVANCÉES NOTABLES DANS LA PROTECTION SOCIALE ET L'AUTONOMISATION DES CITOYENS

Le Bénin, depuis 2016, s'est engagé dans une transformation significative de ses politiques sociales, avec des progrès remarquables dans plusieurs domaines touchant à l'éducation financière, l'autonomisation des femmes, la lutte contre les violences basées sur le genre et la protection des groupes vulnérables. Les initiatives auparavant éparses et parfois inefficaces ont été réorganisées et renforcées pour produire un impact durable sur les populations.

Une priorité a été donnée au renforcement des capacités économiques des citoyens à travers des programmes comme ARCH-formation, qui a touché des milliers d'artisans dans divers métiers. Cette initiative ne se limite pas à la formation, mais intègre aussi un accès facilité aux crédits pour permettre aux bénéficiaires d'acquérir des équipements et de développer leurs activités. Le programme d'éducation financière, quant à lui, vise à toucher un million de clients des Guichets Uniques de Protection Sociale (GUPS) d'ici 2026, une avancée majeure vers une finance inclusive et durable. Ces mesures traduisent la vo-

lonté d'équiper les populations pour une autonomie financière accrue.

Dans le domaine de l'autonomisation des femmes, des pas de géants ont été réalisés. Avant 2016, les appuis étaient sporadiques et peu structurés. Aujourd'hui, près de 8.500 femmes ont été formées en gestion financière et épargne crédit, et plusieurs groupements féminins ont été dotés d'équipements pour la transformation de produits locaux tels que le manioc, le maïs et les noix de karité. Ces réformes s'inscrivent dans une dynamique globale visant à améliorer le statut des femmes et leur participation à l'économie. À cela s'ajoute un programme spécifique pour les jeunes filles déscolarisées, leur offrant des formations professionnelles et des équipements pour lancer leurs activités. Ces efforts témoignent d'une volonté d'assurer à toutes les catégories de femmes un accès aux moyens de subsistance et à la dignité.

La protection des droits des filles s'est également traduite par des mesures concrètes pour maintenir ces dernières à l'école. L'attribution de kits scolaires et hygiéniques à 500.000

élèves chaque année, ainsi que des bourses spéciales pour encourager les filles à embrasser les séries techniques, ont marqué un tournant décisif. Ces soutiens, indispensables dans un contexte où les filles issues de milieux défavorisés étaient largement sous-représentées dans le système éducatif, reflètent la priorité du gouvernement à réduire les disparités de genre.

Parallèlement, la lutte contre les violences basées sur le genre a été intensifiée grâce à une réforme législative ambitieuse et à la mise en place de structures dédiées. Les Centres Intégrés de Prise en charge (CIPEC) offrent un soutien holistique aux survivantes de violences. En outre, l'interdiction des relations entre formateurs et apprenantes dans les écoles et ateliers est une mesure préventive exemplaire qui met en lumière l'engagement à protéger les filles des abus. Ces avancées ont permis de prendre en charge plus de 64.000 victimes dans tout le pays entre 2016 et 2023.

La question du handicap a également connu des évolutions majeures. Le Bénin a mis en œuvre des politiques inclusives pour les personnes handicapées,

facilitant leur accès à l'éducation, à l'emploi, et à la mobilité. La promulgation d'une loi spécifique en 2017, couplée à des programmes de distribution d'aides techniques et d'insertion professionnelle, a marqué une rupture avec le passé. Les concours de la fonction publique, par exemple, intègrent désormais un quota de 5% pour les candidats handicapés. Une carte d'égalité des chances est en cours de finalisation, promettant encore plus de bénéfices pour cette communauté.

En matière de protection sociale, le projet ARCH a mis en place une assurance maladie universelle, offrant une prise en charge gratuite ou partielle aux ménages pauvres. De plus, la gratuité de la césarienne, maintenue depuis 2009, a été renforcée, avec un investissement de plus de 10 milliards de FCFA entre 2021 et 2023. Ces actions traduisent la volonté de garantir l'accès aux soins pour tous, sans distinction de revenu.

Le volet des filets sociaux a également pris de l'ampleur avec la mise en place du registre social unique pour une identification fiable des bénéficiaires. Près de 5 milliards de FCFA ont été déboursés au profit de 20.000 ménages à travers des transferts monétaires et des subventions pour la création d'activités génératrices de revenus. À l'horizon 2026, le projet GBESSOKE ambitionne

de toucher 150.000 ménages pauvres extrêmes, tout en transformant les Centres de Promotion Sociale en Guichets Uniques de Protection Sociale pour une meilleure accessibilité des services.

Le gouvernement a aussi innové dans la prise en charge des malades mentaux errants en concevant un programme pilote qui a déjà permis de réhabiliter plusieurs centaines de personnes. Avec la construction du Centre d'Assistance Psychiatrique de Kpomassè, cette approche humanitaire et inclusive prendra une dimension encore plus structurée.

Enfin, le soutien apporté pendant la pandémie de Covid-19, avec des subventions exceptionnelles aux artisans et petites entreprises, a démontré une ca-

pacité à réagir rapidement aux crises. Cette initiative a bénéficié à près de 45.000 acteurs économiques vulnérables, consolidant la résilience des communautés.

En somme, le Bénin est sur une trajectoire exemplaire en matière de protection sociale et d'autonomisation. Les réformes initiées depuis 2016 traduisent une vision claire et ambitieuse : bâtir une société plus inclusive, équitable et résiliente. Les perspectives pour 2026, allant de l'éducation financière généralisée à l'assurance maladie obligatoire, promettent de consolider ces acquis. Le pays se positionne ainsi comme un modèle en Afrique de l'Ouest, avec une gouvernance sociale qui met l'humain au cœur du développement.





Ce dimanche 22 décembre 2024, le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a effectué une visite éclair au Burundi pour rencontrer son homologue Évariste Ndayishimiye. Cette rencontre au sommet, tenue dans la plus grande discrétion, s'inscrit dans le contexte tendu qui prévaut dans la région des Grands Lacs. Depuis l'échec des récentes négociations de Luanda, visant à instaurer la paix dans l'Est de la RDC, Félix Tshisekedi multiplie les déplacements auprès de ses voisins pour consolider les alliances stratégiques.

Le tête-à-tête entre les deux dirigeants a eu lieu au sein de l'aéroport de Bujumbura et a duré environ deux heures. Dès la fin de l'entretien, Félix Tshisekedi a immédiatement regagné Kinshasa, sans qu'aucun communiqué officiel ne soit publié à l'issue de cette rencontre. Toutefois, un message succinct posté sur la plateforme X par la présidence de la RDC indique que la discussion a porté sur « des questions de coopération bilatérale et de sécurité ». L'absence de détails sur le contenu des échanges n'a fait qu'attiser les spéculations, alors que la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC demeure extrêmement préoccupante.

Depuis août 2023, le Burundi est devenu l'un des principaux alliés de la RDC dans la lutte contre l'insurrection du M23, un groupe rebelle soutenu par le Rwanda selon plusieurs rapports internationaux. En vertu d'un accord tenu secret entre Félix Tshisekedi et Évariste Ndayishimiye, près d'une dizaine de bataillons burundais ont été déployés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour appuyer les Forces armées de la RDC (FARDC). Ces contingents ont activement participé aux affrontements contre les rebelles, jouant un rôle crucial dans la défense des territoires congolais.

TSHISEKEDI RENFORCE L'ALLIANCE AVEC NDAYISHIMIYE

Cependant, selon des sources proches des autorités burundaises, les troupes déployées dans l'Est de la RDC auraient cessé d'être actives sur le terrain depuis plusieurs mois. Cette situation expliquerait en partie la visite express de Félix Tshisekedi à Bujumbura. L'un des objectifs majeurs de cette rencontre aurait été de solliciter une réactivation des bataillons burundais dans les zones de conflit, alors que les FARDC peinent à reprendre le contrôle de plusieurs secteurs tombés aux mains du M23 dans le Nord-Kivu.

Cette démarche souligne les défis auxquels Félix Tshisekedi est confronté dans sa quête pour stabiliser l'Est du pays. L'échec des pourparlers de Luanda, qui avaient pour ambition de parvenir à une désescalade dans les affrontements avec le M23, a fragilisé les perspectives de paix. Face à cette impasse diplomatique, le président congolais cherche désormais à renforcer ses alliances régionales pour contrer l'influence du Rwanda, perçu comme le principal soutien des rebelles.

Samedi dernier, Félix Tshisekedi s'était déjà rendu au Congo-Brazzaville pour s'entretenir avec Denis Sassou-Nguesso, dans le cadre de cette stratégie de rapprochement avec les voisins de la RDC. Ces déplacements successifs traduisent une volonté de la part du président congolais de bâtir une coalition ré-

gionale capable de répondre à l'instabilité qui menace l'ensemble des pays des Grands Lacs.

Du côté burundais, la visite de Félix Tshisekedi pourrait également revêtir une importance stratégique. Le Burundi, qui entretient des relations tendues avec le Rwanda voisin, pourrait voir dans cette alliance avec la RDC une opportunité de renforcer son poids diplomatique et militaire dans la région. Évariste Ndayishimiye, qui dirige un pays confronté à de nombreux défis économiques et sécuritaires, pourrait ainsi chercher à consolider cette coopération bilatérale tout en s'assurant que le soutien burundais à la RDC ne sape pas ses propres intérêts nationaux.

La discrétion entourant cette rencontre témoigne de la sensibilité des discussions en cours. Les accords de coopération militaire entre Kinshasa et Bujumbura, bien que déterminants dans la lutte contre le M23, restent en grande partie opaques, alimentant les interrogations sur leur portée et leur mise en œuvre. Cette opacité s'explique en partie par le contexte géopolitique complexe de la région, où les alliances se façonnent et se redéfinissent au gré des tensions entre les différents acteurs.

L'urgence de la situation dans l'Est de la RDC ne laisse que peu de marge de manœuvre à Félix Tshisekedi. Les FARDC, malgré

le soutien des troupes burundaises et d'autres partenaires régionaux, continuent de subir de lourdes pertes face à un ennemi déterminé et bien organisé. Les populations civiles, prises au piège des violences, paient le prix fort de ce conflit interminable, avec des déplacements massifs et des violations des droits humains récurrentes.

Dans ce contexte, la réactivation des bataillons burundais pourrait représenter un atout crucial pour inverser la dynamique sur le terrain. Cependant, cette stratégie dépendra de la capacité de Félix Tshisekedi à convaincre Évariste Ndayishimiye de renouveler son engagement militaire, tout en naviguant les contraintes politiques et sécuritaires propres au Burundi.

La visite éclair de Félix Tshisekedi à Bujumbura, bien que brève, illustre l'importance cruciale des relations bilatérales dans la recherche de solutions aux crises régionales. À mesure que la situation dans l'Est de la RDC continue de se détériorer, les alliances stratégiques avec des partenaires comme le Burundi pourraient jouer un rôle déterminant dans la quête de stabilité et de paix. Mais pour que ces efforts portent leurs fruits, une coopération sincère et durable entre les acteurs régionaux sera essentielle.



HONNEUR AUX ENFANTS DE HÉROS

Célébration de la journée de l'enfant béninois : Des orphelins de nos FDS tombés en mission commandée célébrés

L'édition 2024 de la Journée de l'Enfant Béninois a pris une tournure particulière et émouvante. Cette année, l'accent a été mis sur les orphelins des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), tombés en mission commandée. Cette initiative, pilotée par le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, en collaboration avec ceux de la Défense Nationale et de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, s'est déroulée le jeudi 19 décembre 2024 à la caserne militaire d'Al-lada, dans le département de l'Atlantique.

Dans une ambiance festive, les enfants de ces héros nationaux, accompagnés de leurs mères et tutrices, ont été honorés à travers diverses activités. Jeux de divertissement, visites des équipements de combat de la garde nationale, danses traditionnelles de kaléta, tours

de magie et prestations artistiques ont rythmé la journée. Les moments de joie ont été enrichis par la distribution de kits alimentaires et de jouets, témoignant d'un véritable engagement à apporter du réconfort à ces enfants.

Un soutien tangible : carte d'assurance santé offerte

L'un des moments les plus marquants de la journée fut la remise à chaque enfant d'une carte d'assurance santé. Cette carte, offerte dans le cadre d'un engagement spécifique du Ministère de la Défense Nationale, garantit des soins de santé gratuits et une prise en charge totale jusqu'à l'âge de 21 ans. Ce geste traduit la reconnaissance et le soutien concret de la Nation béninoise envers ces enfants dont les parents ont consenti le sacrifice ultime pour défendre l'intégrité du territoire et la sécurité des citoyens.

Les Ministres présents lors de la cérémonie – Alassane SEIDOU (Intérieur), Véronique TOGNI-FODÉ (Affaires Sociales

et Microfinance) et Alain Fortunet NOUATIN (Défense Nationale) – ont tour à tour pris la parole pour encourager les enfants, honorer la mémoire des disparus et adresser leurs pensées aux forces encore en activité. Ils ont rappelé l'importance du rôle joué par les FDS dans la stabilité du pays et réitéré l'engagement du gouvernement à soutenir les familles endeuillées.

Hommage aux héros et soutien aux survivants

Le sacrifice des membres des forces armées et de sécurité a été salué à travers des discours empreints d'émotion. Les responsables présents, dont le Général de Division Fructueux GBAGUIDI, Chef d'État-Major Général des Forces Armées Béninoises, ont exprimé leur profonde gratitude aux défunts pour leur engagement. Ils ont également adressé leurs encouragements aux militaires actuellement en mission, insistant sur le fait que leur dévouement pour le pays ne passe pas inaperçu.

Outre les hauts gradés de l'armée, la cérémonie

HONNEUR AUX ENFANTS DE HÉROS



a également vu la présence de personnalités politiques et administratives, telles que le Préfet de l'Atlantique, le Maire d'Allada et plusieurs membres des cabinets ministériels. Leur présence symbolisait l'unité et la solidarité nationale autour de cette cause.

Une journée anticipée pour un impact renforcé

Traditionnellement célébrée le 23 décembre, la Journée de l'Enfant Béninois a été anticipée

cette année en raison des congés des fêtes de fin d'année. Cette journée constitue un moment fort pour sensibiliser la population béninoise aux droits des enfants et aux défis auxquels ils font face.

En dédiant cette édition aux orphelins des FDS, le gouvernement a voulu adresser un message clair : ces enfants, bien que marqués par la douleur de la perte, ne sont pas oubliés. La Nation toute entière se tient à leurs côtés pour leur offrir non seulement du

soutien matériel, mais aussi un environnement empreint d'amour et de reconnaissance.

Un message d'espoir pour l'avenir

Au-delà des festivités, cette célébration a été l'occasion d'envoyer un message d'espoir à ces enfants. Les trois Ministres ont rappelé que, malgré les épreuves, ils restent une partie intégrante de la grande famille béninoise. Ils ont insisté sur l'importance de poursuivre leurs

études et de croire en leur avenir, car ils représentent la relève de demain.

La Journée de l'Enfant Béninois 2024 restera gravée dans les mémoires comme un hommage vibrant aux héros défunts et une main tendue vers leurs enfants. Une journée marquée par la solidarité, le respect et l'humanité, valeurs essentielles à la construction d'une société béninoise forte et unie. ■



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET INFORMATIQUE

UNE OPPORTUNITÉ POUR LE BÉNIN

L'intelligence artificielle (IA) est à l'origine d'une révolution mondiale dans les affaires, et l'informatique en constitue le principal levier. Pour les pays africains comme le Bénin, cette transformation représente une opportunité unique d'accélérer leur développement économique et social tout en répondant aux nombreux défis structurels qu'ils rencontrent.

Selon l'étude 2023 Global AI Indicator menée par Workday, près de la moitié des responsables informatiques à l'échelle mondiale estiment que l'IA et le machine learning (ML) transformeront leur fonction, permettant une meilleure innovation et une création de valeur stratégique. Pour les pays africains, cette dynamique peut non seulement moderniser les pratiques informatiques, mais également catalyser des changements profonds dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation, la santé ou encore la gestion publique. Cependant, cette opportunité s'accompagne de défis importants, notamment en matière de gouvernance, d'infrastruc-

ture numérique et de compétences humaines, défis auxquels des pays comme le Bénin devront répondre avec détermination et vision stratégique.

L'IA et ses nombreuses applications peuvent répondre à des problématiques pressantes au Bénin, comme la faible industrialisation, le manque de données accessibles pour la prise de décision, et les infrastructures publiques souvent insuffisantes. Par exemple : Agriculture intelligente : Avec une économie encore fortement dépendante de l'agriculture, l'IA pourrait jouer un rôle clé dans la modernisation de ce secteur. Les technologies d'IA, telles que les capteurs connectés, la prévision météorologique avancée et l'analyse des sols, peuvent aider les agriculteurs béninois à maximiser leurs rendements tout en optimisant l'utilisation des ressources. Cela est crucial pour garantir la sécurité alimentaire dans un contexte de croissance démographique rapide. Gestion publique et lutte contre la corruption : L'IA peut contribuer à rendre

les services publics plus efficaces et transparents. Par exemple, des solutions basées sur le machine learning pourraient être utilisées pour automatiser la gestion des finances publiques ou détecter des anomalies dans les dépenses, renforçant ainsi la lutte contre la corruption, un enjeu clé pour le Bénin. Éducation numérique : Le Bénin pourrait également tirer profit de l'IA pour démocratiser l'accès à une éducation de qualité. Les plateformes éducatives basées sur l'IA, comme les tuteurs virtuels ou les applications d'apprentissage adaptatif, pourraient combler le manque d'enseignants qualifiés et offrir un apprentissage personnalisé aux élèves, même dans les zones rurales isolées. Santé publique : En renforçant les systèmes de santé par l'IA, le Bénin pourrait améliorer la détection des maladies, optimiser la gestion des ressources médicales et offrir des services de santé à distance dans les zones sous-desservies.

Pour que ces initiatives voient le jour, il est essentiel de réduire la surcharge des départements

informatiques béninois, souvent limités en termes de ressources humaines et techniques. Les technologies d'IA, capables d'automatiser des tâches répétitives comme la gestion des bases de données ou le support technique, pourraient permettre aux équipes informatiques locales de se concentrer sur des projets d'innovation à forte valeur ajoutée.

Par exemple, au lieu de passer du temps sur la maintenance des systèmes ou la résolution des pannes, les professionnels béninois pourraient utiliser des solutions d'IA générative pour automatiser ces processus et consacrer leurs efforts à des initiatives stratégiques.

En réduisant la charge de travail opérationnelle, l'IA aiderait également le Bénin à pallier la pénurie de compétences informatiques qui limite la croissance numérique dans le pays. À l'échelle africaine, une étude menée par Equinix en 2022 révèle que 67 % des responsables informatiques identifient la pénurie de talents qualifiés comme une menace majeure pour leur activité. L'IA pourrait combler cette lacune en permettant aux équipes existantes d'en faire plus avec les mêmes ressources et en facilitant la montée en compétences des jeunes talents. Cependant, pour tirer pleinement parti des avantages de l'IA, le Bénin devra investir massivement dans la formation de son capital humain et dans le renforcement de sa gou-

vernance numérique. Formation et montée en compétences : Une adoption réussie de l'IA dépendra de la capacité du Bénin à former des spécialistes capables de concevoir, déployer et entretenir ces technologies. Par ailleurs, des programmes éducatifs intégrant les compétences numériques dès le plus jeune âge seront essentiels pour préparer les futures générations. Bonne gouvernance des données : Une autre priorité sera de mettre en place des cadres de gouvernance rigoureux pour garantir la sécurité des données et leur gestion éthique. Les données étant le carburant des algorithmes d'IA, il est crucial que le Bénin adopte des politiques favorisant l'accès et le partage des données entre les secteurs, tout en protégeant la vie privée des citoyens.

Pour des pays comme le Bénin, l'IA ne doit pas seulement être vue comme un défi technologique, mais comme une opportunité pour combler le fossé numérique et atteindre des objectifs de développement durable.

Par exemple, des initiatives telles que le programme béninois de dématérialisation des services publics (e-administration) pourraient intégrer des solutions d'IA pour offrir des services plus rapides et personnalisés aux citoyens. De plus, l'IA pourrait être utilisée pour analyser les besoins des populations locales en temps réel et

orienter les investissements publics vers des projets à fort impact.

Pour réussir cette transformation, le Bénin devra aussi renforcer sa coopération internationale et mobiliser des financements externes. Les partenaires techniques et financiers, comme l'Ambassade des Pays-Bas ou les grandes entreprises technologiques, peuvent jouer un rôle clé en fournissant à la fois des ressources financières et un transfert de compétences pour soutenir les projets d'IA.

L'intelligence artificielle représente une opportunité unique pour le Bénin et d'autres pays africains de surmonter leurs défis structurels tout en accélérant leur transformation numérique. En investissant dans la formation, la gouvernance des données et des projets stratégiques, le Bénin pourrait non seulement moderniser son économie, mais également améliorer les conditions de vie de ses citoyens.

Si l'IA exige une gestion rigoureuse des responsabilités, elle offre également une voie vers un avenir où les systèmes informatiques et les technologies digitales ne sont plus des obstacles, mais des moteurs de développement inclusif et durable. Le Bénin est ainsi à la croisée des chemins, avec l'opportunité de se positionner comme un leader régional dans l'adoption de ces technologies révolutionnaires.

FESTIVAL CITOYEN
DE LA JEUNESSELA JEUNESSE AU CŒUR
DE LA CITOYENNETÉ

L'édition 2024 du Festival Citoyen de la Jeunesse a été officiellement lancée à Parakou, dans le département du Borgou, le jeudi 19 décembre. Cette initiative du Ministère des Sports, mise en œuvre par la Direction de la Jeunesse, des Loisirs et de la Vie Associative, a pour objectif de promouvoir l'engagement citoyen des jeunes à travers des échanges, des apprentissages et des activités variées. Prévu pour durer jusqu'au 22 décembre 2024, cet événement rassemble des jeunes venus de divers horizons ainsi que des respon-

sables associatifs autour d'un programme riche en opportunités éducatives et culturelles.

La cérémonie de lancement a réuni plusieurs personnalités, parmi lesquelles le député Torou Abou, Sa Majesté Akpaki Gobi Yense, roi de Parakou, le Directeur départemental des Sports du Borgou Abdou Aziz Tegnami Abdoulaye, des élus locaux et de nombreux responsables d'associations de jeunesse. Cette diversité dans les présences a témoigné de l'importance accordée à cet événement, qui s'affirme comme une plateforme unique pour mettre

en lumière les talents et le dynamisme de la jeunesse béninoise.

Dans son discours, Judicaël Biaou, Directeur de la Jeunesse, des Loisirs et de la Vie Associative, a salué l'engagement du Ministre des Sports, Benoît Dato, dont la vision novatrice a permis la concrétisation de cet événement. Il a insisté sur l'objectif principal du festival : offrir un espace d'échange et de valorisation du mouvement associatif, tout en mettant en avant le rôle crucial des jeunes dans le développement de leurs communautés. Il a également souligné que, pendant longtemps, les as-

LA JEUNESSE AU CŒUR DE LA CITOYENNETÉ

sociations de jeunes ont œuvré dans l'ombre, malgré leur contribution essentielle au changement et au progrès dans leurs localités. Ce festival se veut donc une occasion pour célébrer ces acteurs du développement local et encourager leur engagement civique.

Les participants sont invités à prendre part à une multitude d'activités incluant des ateliers de formation, des conférences-débats sur les droits et devoirs civiques, des expositions valorisant les initiatives associatives locales, ainsi que des activités récréatives et culturelles. Selon le Directeur de la Jeunesse, cette diversité témoigne de la volonté d'offrir une expérience enrichissante et inclusive à tous les jeunes présents.

Le représentant du Préfet du Borgou, Sanni Bio Baye, a quant à lui salué cette initiative qui, selon lui, reflète l'engagement du gouvernement sous le leadership du Président Patrice Talon à faire de la jeunesse une priorité nationale. Il a remercié le Ministre des Sports pour avoir choisi Parakou comme ville hôte de cette édition, soulignant l'impact positif de cet événement sur les jeunes du département. Pour lui, ce festival est un symbole de l'attention portée par le gouvernement aux besoins et aspirations de la jeunesse béninoise, notamment à travers la création de projets novateurs et d'opportunités d'emploi.

Dans le message délivré au nom du Ministre des Sports, le Directeur de Cabinet, Crépin Okoulou,

a présenté les axes stratégiques du festival, mettant en avant son caractère inclusif et dynamique. Il a souligné que les activités prévues visent à approfondir la compréhension des participants sur des thématiques clés telles que le volontariat, le leadership et l'engagement communautaire. Il a également mis en avant l'importance des activités culturelles et artistiques comme moyen de valoriser la créativité des jeunes et de célébrer leur diversité. Enfin, il a rappelé que les moments récréatifs et les visites guidées prévues au programme sont conçus pour renforcer les liens entre les participants et encourager un esprit de fraternité.

En s'adressant directement aux jeunes présents, le Directeur de Cabinet les a exhortés à tirer pleinement parti de cette opportunité pour acquérir de nouvelles compétences, élargir leurs horizons et renforcer leur engagement en faveur d'une société plus inclusive et dynamique. **« Votre énergie et votre créativité sont les moteurs du développement de notre nation. Faites de ce festival une plateforme pour vous exprimer et construire ensemble un avenir meilleur »**, a-t-il déclaré, avant d'inviter les participants à s'immerger totalement dans l'expérience unique offerte par le festival.

Le Festival Citoyen de la Jeunesse marque un tournant important dans les efforts du gouvernement pour mettre en avant le rôle central de la jeunesse dans

la construction d'un Bénin prospère et résilient. Il offre non seulement un espace de valorisation pour les associations de jeunes, mais également une opportunité de réflexion collective sur les enjeux citoyens. À travers cet événement, le gouvernement entend promouvoir une jeunesse engagée, créative et consciente de ses responsabilités envers la communauté.

Pour les jeunes de Parakou et des environs, ce festival représente une chance inédite de se former, de s'inspirer et de contribuer activement à la construction d'une société plus harmonieuse. Les activités prévues, mêlant apprentissages formels, divertissements et échanges, visent à enrichir les participants à la fois sur le plan personnel et collectif. Alors que le festival se déroule dans une ambiance festive et conviviale, il incarne un véritable hymne à la citoyenneté et à la jeunesse béninoise.

Cet événement d'envergure nationale est une preuve supplémentaire que le Bénin place sa jeunesse au cœur de son agenda de développement. En créant des opportunités pour les jeunes de s'épanouir et de s'impliquer dans des initiatives citoyennes, le pays pose les bases d'un avenir où chaque individu peut jouer un rôle actif dans le progrès collectif.

ENTRE URNES, CLIMAT ET INSÉCURITÉ



L'Afrique centrale s'apprête à vivre une période déterminante marquée par une série de rendez-vous électoraux s'étalant jusqu'en 2026, tout en affrontant des défis de taille liés au changement climatique et à l'insécurité persistante. Vendredi dernier, lors d'une session du Conseil de sécurité des Nations Unies, Abdou Abarry, Représentant spécial du

Secrétaire général pour l'Afrique centrale, a dressé un bilan alarmant, tout en appelant à des actions concrètes pour garantir la stabilité de cette région clé du continent africain.

Sur le plan politique, plusieurs pays de la région doivent organiser des scrutins décisifs. Le 29 décembre prochain, le Tchad mettra un terme à sa transition politique avec

des élections législatives, provinciales et locales. Ces scrutins finaliseront les institutions prévues par la Constitution de la Cinquième République, récemment adoptée par référendum.

D'autres échéances cruciales attendent la sous-région : le Burundi, le Cameroun, le Gabon et la République centrafricaine tiendront des élections législatives ou présiden-

ENTRE TRADITION ET NOUVELLES ALLIANCES

tielles en 2025, tandis que le Congo et São Tomé et Príncipe suivront en 2026 avec des élections présidentielles. Ces processus électoraux sont essentiels pour consolider la démocratie et la gouvernance, mais ils se dérouleront dans un climat social et économique tendu, où les crises climatiques et sécuritaires viennent aggraver les vulnérabilités.

L'insécurité reste une préoccupation majeure en Afrique centrale, particulièrement dans les zones touchées par la résurgence de Boko Haram et des groupes affiliés à l'État islamique. Ces organisations continuent de déstabiliser des régions entières, provoquant des déplacements massifs de populations et exacerbant les tensions communautaires. Par ailleurs, les défis sécuritaires s'entrelacent avec des crises économiques alimentées par des infrastructures insuffisantes et une gestion parfois inadaptée des ressources naturelles.

Le dérèglement climatique constitue un autre front sur lequel l'Afrique centrale doit impérativement se mobiliser. Depuis le début de l'année 2024, presque tous les pays de la région

ont été confrontés à des phénomènes climatiques extrêmes, notamment des inondations dévastatrices. Ces catastrophes ont touché plus de 3,2 millions de personnes, entraînant des pertes humaines et matérielles considérables. Les inondations n'ont pas seulement causé des dommages immédiats, elles ont également amplifié les tensions sociales et économiques dans une région déjà fragilisée par des inégalités structurelles et une pauvreté généralisée.

Lors de la COP29, le rôle crucial de la forêt du bassin du Congo, souvent qualifiée de « deuxième poumon vert » de la planète, a été mis en avant. Toutefois, Abdou Abarry a rappelé que moins de 15 % des engagements internationaux en faveur de l'Afrique centrale ont été honorés. Cette situation souligne la nécessité d'une mobilisation accrue, tant au niveau régional qu'international, pour protéger cet écosystème vital face à l'exploitation illégale, au déboisement et aux pressions liées aux changements climatiques.

En dépit de ces défis, certaines initiatives donnent des raisons d'espérer. La transition politique en

cours au Tchad, bien que délicate, représente un jalon important pour ce pays. De même, la prise de conscience croissante de l'importance du bassin du Congo pour l'équilibre climatique mondial pourrait renforcer les financements internationaux en faveur de la conservation et du développement durable dans la région. Mais pour traduire ces avancées en changements concrets, il faudra une volonté politique renforcée, une coopération régionale accrue et un engagement ferme des partenaires internationaux.

L'Afrique centrale se trouve à un carrefour décisif où les enjeux électoraux, climatiques et sécuritaires s'entremêlent, mettant à l'épreuve la résilience des États et des populations. Si les prochaines années sont gérées avec responsabilité et détermination, elles pourraient marquer un tournant vers une stabilité durable. À l'inverse, un échec dans la gestion de ces défis risque de fragiliser davantage une région qui joue un rôle stratégique, tant pour le continent africain que pour l'ensemble de la planète. ■



UNE COURONNE HISTORIQUE POUR LA MARTINIQUE

C'est une soirée qui cretera gravée dans les mémoires et dans l'histoire du concours Miss France. Samedi soir, sur TF1, Angélique Angarni-Filopon, 34 ans, originaire de la Martinique, a été élue Miss France 2025. Elle succède à Eve Gilles et devient la première Martiniquaise à décrocher ce prestigieux titre en plus de 90 ans d'existence du concours.

La victoire d'Angélique Angarni-Filopon est historique à plus d'un titre. Tout d'abord, elle brise une barrière symbolique : celle de l'âge. Depuis l'abolition de la limite d'âge de 24 ans, votée l'an dernier par le comité Miss France, toutes les femmes, quel que soit leur âge, peuvent désormais concourir. Angélique est ainsi la première Miss France élue après cette réforme, prouvant que le concours s'adapte aux évolutions sociétales et offre une place à une diversité plus représentative. Mais ce n'est pas tout : son couronnement est aussi une grande première pour la Martinique, qui décroche enfin le titre après des décennies de participations.

Ce triomphe résonne comme une immense fierté pour les habitants de l'île, qui voient en Angélique une ambassadrice de leur culture et de leur dé-

termination.

Hôtesse de l'air de profession, Angélique n'en est pas à sa première tentative dans le monde des concours de beauté. À l'âge de 21 ans, elle avait déjà participé au concours local de Miss Martinique, terminant à la deuxième place. Cette défaite, loin de la décourager, lui a permis de nourrir un rêve qu'elle a finalement transformé en « désir de femme », selon ses propres mots.

Lorsqu'elle a appris la suppression de la limite d'âge, elle a immédiatement décidé de retenter sa chance. **« Ce n'est pas un rêve de petite fille que je réalise aujourd'hui, mais un aboutissement personnel, le fruit de ma détermination »**, a-t-elle déclaré lors de sa première interview après son sacre. Sa confiance, son éloquence et sa persévérance ont séduit à la fois le jury présidé par Sylvie Vartan et les millions de téléspectateurs devant leur écran. Une double victoire donc, puisque le choix final a été à la fois celui du public et du jury.

La cérémonie de Miss France 2025, diffusée en direct, a été marquée par de nombreux moments forts. Outre le couronnement d'Angélique, l'émotion était également palpable lors de la célébration des 30 ans de présentation de Jean-Pierre

Foucault. L'animateur emblématique du concours a reçu une standing ovation et n'a pu contenir ses larmes en remerciant le public pour sa fidélité.

Au-delà de cette célébration, le concours 2025 a symbolisé un véritable tournant. En abolissant certaines règles jugées archaïques, comme la limite d'âge, Miss France s'ouvre à une vision plus moderne et inclusive de la féminité.

Pour Angélique Angarni-Filopon, cette victoire dépasse le cadre personnel. Elle espère que son parcours pourra inspirer d'autres femmes à poursuivre leurs rêves, peu importe leur âge ou les obstacles rencontrés. **« Tout est possible quand on ose croire en soi et en ses ambitions »**, a-t-elle affirmé avec un sourire radieux.

L'année 2025 s'annonce mémorable avec une Miss France à la fois moderne, inspirante et résolument ancrée dans son époque. Grâce à son parcours atypique et à sa personnalité forte, Angélique entend marquer son règne par des engagements sociaux et culturels, tout en honorant fièrement ses racines martiniquaises.

Avec ce sacre, la Martinique et Miss France entrent dans une nouvelle ère. ■

A close-up photograph of several hands of different skin tones clapping together in a huddle, symbolizing teamwork and unity. The hands are positioned in the upper left and center of the frame, with some wearing white sleeves and one wearing a silver watch.

1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE